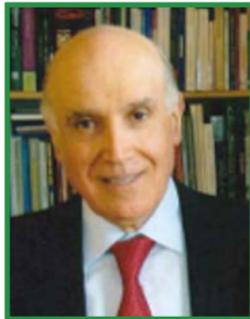


Partenariats Humanitaires et Solidaires pour la Dignité de tous: Aidons le Liban qui aide la Syrie !



Dr. Kamel Mohanna
Président, Amel Association
International
Coordinateur général, Collectif
des ONGs libanaises et arabes
Professeur de Pédiatrie,
Université Libanaise



Nous célébrons les 75 ans de la création de l'Agence Française de Développement (AFD). En 1941 en effet, en pleine seconde guerre mondiale, la Caisse Centrale de la France était créée par le Général de Gaulle pour gérer l'émission monétaire dans les colonies françaises. Depuis 75 ans, la situation mondiale a grandement évolué : les empires coloniaux se sont effondrés et avec eux se sont amorcés partout dans le monde des mouvements de libération des peuples, les indépendances, et une renégociation progressive des relations entre pays du « Nord » et les pays du « Sud ». Petit à petit, de nombreux acteurs ont œuvré pour remplacer des relations de domination paternaliste et inégalitaire, qui étaient le propre du système colonial, par un ensemble de relations de confiance, d'égal à égal, entre partenaires du monde entier. S'il reste bien entendu beaucoup de chemin à parcourir dans ce sens, l'AFD est l'un de ses acteurs qui a su suivre ce changement de paradigme **et le partenariat développé entre l'AFD et Amel Association International (Amel)**

en est un brillant exemple. Il s'agit en effet d'une relation fondée sur le respect mutuel et la confiance entre partenaires. Cette action solidaire s'inscrit dans une volonté de contribuer à la dignité de tous et à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables peu importe leur confession, leur origine ou leur classe sociale. Ce sont ces partenariats que nous nous devons de mettre en exergue.

Cependant, malgré des résultats probants, les défis restent nombreux. 75 ans après la création de l'AFD, le monde traverse une fois encore des temps particulièrement sombres. **D'une part, le modèle des démocraties occidentales semble à bout de souffle, miné par la tentation du repli sur soi, des populismes et des discours identitaires, du néo-libéralisme extrême et du tout sécuritaire. D'autre part, depuis l'échec des printemps arabes, le Moyen-Orient s'enlise dans une multiplication de conflits violents caractérisés par le retour de conflits confessionnels destructeurs, et se retrouve lui aussi confronté une nouvelle fois à la tentation des extrémismes et des autoritarismes.**

1. La communauté internationale doit approfondir la solidarité Nord-Sud et intensifier ses efforts pour pallier les conséquences du conflit syrien

Le conflit syrien et ses conséquences sont le symbole de ces échecs contemporains. Ce conflit représente à lui seul la haine communautaire et la montée des extrémismes. Les principales puissances mondiales avaient prédit que la crise syrienne serait courte. Cinq ans plus tard, la situation sur le terrain est toujours critique. Par conséquent, il y a maintenant plus de dix millions de réfugiés et de déplacés internes venant de Syrie et approximativement 250 000 morts du fait de ce conflit.

Malheureusement, **la réaction européenne à la crise des réfugiés est un exemple criant du chemin qu'il reste à parcourir en termes de solidarité entre le Sud et le Nord. Alors que le Liban, la Jordanie et la Turquie accueillent chacun plus d'un million de réfugiés syriens, les pays européens peinent à intégrer quelques dizaines de milliers de réfugiés dans leurs pays.** Il est clair que ces individus ne sont pas venus en Europe pour obtenir des aides familiales ou des aides au chômage, ils ne sont pas venus en Europe pour voler les emplois des communautés locales ou pour dicter un certain mode de vie, comme beaucoup d'Européens d'extrême droite le proclament. Au même titre que **les réfugiés** présents au Liban et dans d'autres pays, ils **essaient d'échapper à la guerre, de sauver leurs enfants et leur famille ainsi que leur propre vie.** De plus, la plupart des réfugiés doivent vivre dans des conditions terribles, avec une sécurité minimale, dans des camps informels ou directement dans la rue. En 2014, les pays de l'Union Européenne ont donné l'asile à 184,665 réfugiés¹ alors que plus de 570,000 individus avaient envoyé une demande d'asile². La France pour sa part, a accueilli 10 000 réfugiés syriens depuis 2011. Où sont ces autres migrants maintenant rejetés par l'«Europe forteresse»? Dans quelles conditions doivent-ils vivre? **Ces personnes sont dans le besoin d'une assistance humanitaire d'urgence, tandis que l'Europe ferme ses frontières.**

Aussi, il est d'une importance primordiale qu'une **solution politique soit trouvée à la crise syrienne** afin d'éviter qu'encore plus de civils syriens et de communautés d'accueil sombrent dans la misère et dans la violence. Il est également d'une importance capitale que les pays européens s'engagent dans l'accueil des réfugiés et leur permettent de vivre dans la dignité et la sécurité. Les propos du pape François sont ici particulièrement éloquentes lorsqu'il affirme que les États doivent **«prendre les mesures appropriées pour accueillir et intégrer pleinement tous ceux qui, pour une raison ou une autre, cherchent refuge loin de leur domicile».**

La solution à la crise des réfugiés syriens doit également inclure une aide financière significative de la communauté

internationale. Le besoin d'un plan de développement sur le long terme est indéniable. Un tel plan devrait comprendre des engagements financiers pluriannuels. Toutefois, les engagements des pays donateurs, lors des grandes conférences internationales, n'ont qu'un impact limité s'ils ne sont pas suivis d'actions concrètes et si ces promesses ne sont pas tenues. Par exemple, la communauté internationale s'est engagée à verser 3,8 milliards de dollars dans le cadre de la troisième «International Humanitarian Pledging Conference for Syria» tenue au Koweït en mars 2015, sur les 8,4 milliards qui étaient considérés comme nécessaires par les agences onusiennes.³ Cependant, ces promesses de dons n'étaient toujours pas honorées dans leur totalité alors que la communauté internationale organisait une nouvelle «Pledging Conference» à Londres en février 2016. Pour le Liban par exemple, le «Lebanon Crisis response plan» (LCRP) est resté largement sous financé (moins de la moitié des 2,14 milliards nécessaires ont été reçus⁴). Un effort financier de la part de la communauté internationale demeure donc toujours essentiel.

2. Le Liban particulièrement affecté par la crise syrienne

Bien que les impacts de la crise syrienne soient importants dans toute la région, le pays qui porte le plus grand poids des enjeux liés aux réfugiés est sans aucun doute le Liban. Avec une population de 4 millions d'individus, **le Liban est le pays qui accueille la plus grande concentration de réfugiés par habitant au monde (plus de 40% de la masse démographique du Liban)**, entraînant une pression écrasante sur les services publics et la stabilité du pays. Près de 2 millions de réfugiés syriens, irakiens et palestiniens ont trouvé refuge au Liban. Une telle proportion équivaldrait à 20 millions de réfugiés syriens sur le territoire français. Nous sommes ici très loin des efforts actuellement fournis par la France et les autres États européens.

Les réfugiés subissent un appauvrissement constant au Liban depuis le début de la crise puisque **70% vivent sous le seuil de pauvreté et 90% se sont endettés à un niveau moyen de 842\$ par foyer** pour couvrir leurs besoins de base (nourriture et santé principalement). Alors

1- <http://www.bbc.com/news/world-europe-34131911>

2- Op.cit.

3- <http://www.unocha.org/syria/third-pledging-conference>

4- www.lcrp.gov.lb

même que la crise dure depuis 5 ans et qu'il devient de plus en plus nécessaire d'adopter une approche de moyen-terme, notamment centrée sur la formation professionnelle et l'éducation, les acteurs associatifs doivent en parallèle continuer à fournir l'assistance de base qui est traditionnellement le propre des premiers mois d'une intervention humanitaire (distribution de nourriture, abris d'urgence, etc.). Nous sommes donc devant une situation inédite dans laquelle les problématiques humanitaires et de développement demeurent préoccupantes.

Il est important de mentionner que cet **accueil des réfugiés, par les populations libanaises et palestiniennes, s'est caractérisé par une incroyable générosité, dans le contexte du Liban, particulièrement instable**: la vacance présidentielle qui s'achève après plus de deux ans et la paralysie institutionnelle, la crise économique que subit le pays du fait de la fermeture de ses routes d'exportations, la perte de confiance des investisseurs et du déclin du tourisme; la menace sécuritaire constante, etc. Par ailleurs, aux **1,5 millions de réfugiés présents sur le territoire en 2016 s'ajoutent plus d'1,5 million de Libanais vulnérables** vivant en dessous du seuil de pauvreté, ainsi que **400 000 réfugiés palestiniens du Liban et 45,000 réfugiés palestiniens de Syrie** dont la situation n'a fait que s'aggraver au fil des ans. Ainsi, les Palestiniens du Liban et les Palestiniens de Syrie, réfugiés au Liban, sont dans une situation particulièrement critique, avec 90% des Palestiniens du Liban vivant sous le seuil de pauvreté et 98% d'entre eux dépendant de l'aide financière fournie par l'UNRWA. Au total, ce sont plus de **3,3 millions de personnes qui au Liban requièrent une assistance humanitaire**.

Face à cette situation explosive et dramatique, s'ajoutant à un désengagement chronique de l'Etat libanais pour ce qui est de la réponse aux besoins urgents et de base des individus, **les ONGs sont plus que jamais essentielles afin d'offrir des services primaires aux personnes touchées par la crise syrienne** et ce, notamment dans les secteurs clés que sont la santé, l'éducation ou la formation professionnelle.

3. Amel Association International se mobilise pour aider le Liban qui aide la Syrie

Le Liban a la chance d'avoir une société civile riche et

dynamique, puisque ce sont plus de 3000 ONG libanaises qui participent à la réponse aux conséquences de la crise syrienne au Liban. Parmi elles, **Amel Association International peut être considérée comme un modèle pionnier** dans un contexte libanais au sein duquel la division et le confessionnalisme règnent. A travers ses actions, Amel s'est attachée à appliquer une **approche universaliste et non-confessionnelle** afin de répondre aux besoins des populations les plus vulnérables.

En effet, l'action d'Amel, basée sur la mise en place d'activités pour les groupes vulnérables sans distinction ni discrimination, est cruciale. En réponse à la crise syrienne, Amel et ses 800 volontaires et travailleurs ont apporté plus de 1,500,000 services aux populations affectées à travers les 24 centres et 6 cliniques mobiles médicales gérés par l'organisation. Dans ce cadre, Amel met en oeuvre des projets liés à la santé, à la santé mentale, à l'éducation, à la protection de l'enfance, aux activités génératrices de revenus (« Livelihood »), au développement rural, au genre, et aux droits humains.

En matière de santé, l'impact économique de la crise syrienne sur le système libanais est considérable. Selon la Banque Mondiale, 177 millions de dollars sont nécessaires afin que la qualité des soins soit du même niveau que celui constaté avant le conflit.⁵ En outre, selon le LCRP, plus de 1,6 millions d'individus ont besoin d'une assistance humanitaire dans le secteur de la santé, pour un coût estimé à 209 millions de dollars sur une base annuelle. Afin de répondre à ces défis, les unités médicales mobiles et centres de santé d'Amel apportent des services de santé primaire dans les lieux les plus marginalisés et affectés par la crise syrienne. Depuis le début de la crise, plus de 750,000 services de santé ont été délivrés à ces populations, par Amel.

L'éducation est également un secteur comportant d'importants besoins non-couverts. Tous les enfants ont le droit à l'éducation. Or pour l'année scolaire 2015-2016 seulement 155,095 enfants réfugiés syriens ont été inscrits dans un cadre d'éducation formelle, excluant 59% de cette population (environ 400 000 enfants). Il y a donc un risque grandissant de créer une «génération perdue», d'autant que le taux de natalité des populations réfugiées demeure conséquent. Par ailleurs, les jeunes (15-25 ans) sont les premiers à souffrir des impacts de cette crise. 34%

des jeunes libanais étaient au chômage avant la crise et ce nombre n'a fait qu'augmenter depuis 2011, alors que la majorité des jeunes réfugiés syriens (incluant 86% de jeunes femmes⁶) n'ont pas accès à l'emploi. L'implication des jeunes dans la vie active est pourtant essentielle pour nos sociétés. Dans ce cadre, Amel met en oeuvre de nombreux programmes d'éducation à travers ses centres de Beyrouth, de la Bekaa et du Sud Liban, ainsi que des projets de formation professionnelle permettant l'émancipation des jeunes et des femmes afin de leur permettre d'exercer des activités génératrices de revenus et de renforcer ainsi leurs moyens de subsistance⁷. Depuis le début de la crise, plus de 52,000 enfants ont pu participer à des activités éducatives dans un des centres d'Amel, et plus de 50,000 jeunes et femmes ont suivi des sessions de formation professionnelles dans de nombreux secteurs (maintenance informatique, mécanique, cuisine, coiffure et maquillage, etc.).

4. Au delà des chiffres, l'importance d'une vision juste de l'humanitaire

Au sein de notre association, nous avons coutume de parler de la «théorie des 3P»: «des Principes définissant une Position qui doivent ensuite être mis en Pratique». En effet, au-delà des chiffres et des actions concrètes mises en place au quotidien, Amel entend se faire le porte-parole de principes clairs et d'une position sans équivoque sur les valeurs qui doivent sous-tendre la pratique humanitaire. Il est ainsi d'une importance capitale que l'action humanitaire internationale se pose les bonnes questions et définisse une ligne de conduite tournée vers un idéal de justice, d'égalité et de dignité des personnes.

Depuis la fin du XXe siècle, **l'aide humanitaire, a connu des dérives dommageables** qui décrédibilisent le sens de cet engagement. On ne peut que déplorer **la standardisation à outrance des outils humanitaires, le culte de l'interchangeabilité des terrains d'opérations, la dérive d'organisations centrées sur le profit et la rentabilité** plutôt que sur l'objectif final d'amélioration des conditions de vies des populations (les Business Oriented NGO – BONGO et le développement du «Charity



Business») et enfin la condescendance avec laquelle certaines **organisations internationales viennent se poser en donneurs de leçon** face à des acteurs locaux implantés depuis des décennies sur leurs terrains. Les écarts de salaires entre travailleurs internationaux et locaux ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres de cette généralisation du «deux poids deux mesures». A l'heure actuelle, les ONG internationales dépensent des sommes astronomiques pour les frais en lien avec l'administration, la coordination, la visibilité et la sécurité. De plus, les organisations locales sont la plupart du temps sous-financées alors même qu'elles sont les plus efficaces pour apporter une assistance humanitaire de terrain, correspondant aux besoins réels des populations affectées par les crises. Ainsi, d'après une étude du *Guardian*, **moins de 2% des fonds humanitaires vont directement aux ONGs locales**⁸.

Indépendante, non confessionnelle et engagée pour la justice sociale, Amel Association International (Amel) cherche à diffuser un modèle alternatif et veut prouver la pertinence et l'efficacité des organisations locales et régionales dans de pareils contextes. En étant mise en oeuvre avec les populations marginalisées de toutes les régions du Liban, sans discrimination, l'action d'Amel a aidé à renforcer et à promouvoir l'accès des citoyens, réfugiés, et migrants à leurs droits et a renforcé leur participation à la vie publique. De plus, l'approche de terrain d'Amel lui permet de développer et de maintenir une relation forte, basée sur la confiance, avec les communautés locales. La vision d'Amel est déterminante dans le contexte du Liban. Par exemple, **l'association a continué de soutenir**

5- Lebanon: Economic and Social Impact Assessment of the Syrian conflict. World Bank, 2013.

6- Op.cit.

7- www.amel.org

8- http://www.theguardian.com/globaldevelopment-professionals-network/2015/oct/16/less-than-2-of-humanitarian-funds-go-directly-to-local-ngos?CMP=share_btn_link

des personnes dans des villes au contexte sécuritaire préoccupant telles qu'Ersal. A la frontière syrienne, cette ville a fait face à des confrontations armées impliquant des groupes liés à l'«Etat Islamique». Malgré les risques et alors que toutes les ONGs internationales avaient quitté cette zone en 2014, Amel a continué d'apporter de l'aide à la population touchée. Protégée directement par ses bénéficiaires et les communautés locales en temps de confrontation, l'approche d'Amel a prouvé qu'une action engagée, tournée vers les citoyens, est essentielle afin de développer une réponse pérenne, loin des modèles de charité commerciale.

Cette action se doit d'être guidée par un seul impératif, celui de l'espoir et de la foi dans l'égalité et la dignité des personnes. C'est le sens de la maxime que notre association a érigé en slogan depuis plusieurs années : *«pensée positive et optimisme permanent»*...

5. Le partenariat AFD-Amel: un exemple de partenariat de confiance entre le Sud et le Nord

L'AFD agit au Liban depuis 1999 et a bien compris l'importance cruciale de travailler main dans la main avec des partenaires d'horizons divers. C'est notamment dans le contexte libanais, marquée par une paralysie institutionnelle, que l'AFD va au-delà des outils classiques de financement

du secteur du développement. Aussi, nous ne pouvons que saluer l'approche de l'AFD au Liban qui est celui d'agir en partenariat avec les ONGs. L'AFD a également su s'adapter au contexte explosif du conflit syrien en développant de nombreux projets à moyen-terme centrés sur la formation professionnelle, la santé et l'éducation avec à chaque fois le souci d'impliquer des partenaires libanais.

Sur la base de l'expérience d'Amel, nous pouvons affirmer que ces projets se sont développés dans un esprit de partenariat et non de tutorat. Ainsi, le projet mis en œuvre par Amel «L'accès à la santé, outil de prévention des tensions intercommunautaires», et financé par l'AFD, fait l'objet d'un dialogue constant et transparent entre nos deux organisations.

L'objectif principal du projet est de prévenir les tensions intercommunautaires au Liban en améliorant l'accès à la santé pour les populations les plus vulnérables. Plus spécifiquement, ce projet s'appuie sur la sensibilisation des individus marginalisés à la dimension de conflit, l'engagement d'un dialogue entre les entités publiques et non-gouvernementales du secteur de la santé, et le renforcement des capacités du personnel soignant. Il s'agit d'atteindre des populations vulnérables syriennes et libanaises en proportions égales, et d'atteindre également une parité de genre parmi les bénéficiaires. Ainsi, l'accès



à un service de santé de qualité est amélioré pour plus de 56 000 libanais et syriens vulnérables. En effet, 38 000 personnes marginalisées, vivant dans des zones difficiles d'accès, sont atteintes grâce à des unités de santé mobiles, et 24 000 personnes vulnérables bénéficient de soins généraux et spécialisés par le biais de centres d'Amel. De plus, des sessions et événements de sensibilisation dans le domaine de la santé permettent de renforcer les liens de confiance entre les 4800 libanais et les syriens vulnérables qui y participent.

Par ailleurs, des cycles d'échange sur la dimension du conflit sont menés. La mise en relation de 50 représentants d'agences locales, nationales et non-gouvernementales actifs dans le domaine de la santé constitue une composante essentielle de ce projet. Des réunions d'analyse conjointe sont menées afin de mieux appréhender les spécificités du contexte libanais. Cela permet également d'améliorer la collaboration entre ses acteurs, de les aider à mieux appréhender la dimension de conflit dans leur approche et de mettre en commun les bonnes pratiques concernant l'apaisement des tensions et la promotion de la tolérance. Enfin, 450 travailleurs du domaine de la santé sont formés de manière à améliorer leur capacité à fournir un service de santé de qualité et à sensibiliser les populations à travers une approche prenant en compte la dimension de conflit. La formation est notamment orientée sur les soins infirmiers et l'organisation d'activités renforçant les liens de confiance entre les communautés. Ces activités permettent également de toucher indirectement 234 000 personnes, notamment par le biais du renforcement de la coopération entre acteurs de la santé et le partage de bonnes pratiques.

6. Conclusion

Le succès de ce projet confirme l'importance d'accentuer un changement de paradigme des relations Sud-Nord. Il montre qu'il est possible que les agences du «Nord» travaillent en toute confiance avec des partenaires locaux et avancent ensemble de manière égalitaire et en bonne intelligence vers la justice sociale et la dignité des personnes. Cette solidarité est le seul rempart possible aux innombrables menaces qui guettent les sociétés occidentales comme moyen-orientales. Elle est le seul rempart au repli sur soi, aux dangers des extrêmes, au néocolonialisme et à la faillite du modèle démocratique.

Ainsi, Amel entend endosser le rôle de catalyseur et de

modèle d'une action solidaire, juste et engagée pour les sociétés civiles du Sud. En ce sens, il est primordial de souligner l'importance que le partenariat Amel-AFD, ainsi que les autres partenariats historiques d'Amel (MdM, MEDICO, etc.), servent d'exemples et de modèles pour les partenariats à venir entre le Sud et le Nord et entre le Moyen-Orient et l'Europe.

Le chemin reste long et l'heure ne peut pas être au triomphe. La communauté internationale doit prendre toutes ses responsabilités dans le cadre de crises qu'elle a participé à envenimer. Il est impératif qu'elle accentue ses efforts afin de s'assurer que toutes les populations, notamment celles affectées par la crise syrienne, vivent dignement. C'est en ce sens qu'Amel propose les recommandations et principes suivants afin d'aider le Liban, qui aide la Syrie :

1. **Œuvrer à une solution politique pour mettre fin au conflit syrien et engager l'ensemble de la communauté internationale dans ce processus.**
2. **Baser l'action humanitaire sur la solidarité et éviter de mettre en place des opérations qui sont seulement techniques ou commerciales.**
3. **Accepter la relocalisation d'au moins 10% des réfugiés syriens vers les pays occidentaux.**
4. **Coopérer afin de s'assurer que l'action humanitaire est basée sur des relations justes et égales car « nous sommes un seul monde, avec un seul futur ».**
5. **Développer des partenariats justes pour un monde plus humain entre les sociétés civiles du Sud et du Nord.**
6. **Augmenter les investissements dans les secteurs clés de la réponse à la crise syrienne afin de créer des opportunités génératrices de revenus, particulièrement pour les femmes et pour les jeunes.**
7. **Reconnaître les besoins des communautés hôtes et y répondre afin d'atténuer les impacts socio-économiques dramatiques de la crise.**
8. **Eviter la mise en place de doubles standards entre le Nord et le Sud et promouvoir une action humanitaire juste, s'engageant contre le néo-colonialisme.**
9. **Inclure dans la réponse à la crise syrienne des programmes de développement durable et un financement à long terme.**
10. **Instaurer une contribution financière obligatoire, reliée aux opérations humanitaires, pour les Etats, suivant la même approche que celle adoptée pour les missions de maintien de la paix.**
11. **Assumer un positionnement et œuvrer pour les causes justes des peuples, au premier rang desquelles la cause du peuple palestinien.**